

# LES DÉFAILLANCES ET SAUVEGARDES D'ENTREPRISES EN FRANCE

1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2007

Altaires est un acteur de référence des services aux entreprises. Il fournit à ses clients des solutions pour accélérer la croissance dans deux axes majeurs : développement commercial et gestion du risque financier en France, en Europe et à l'international.

Altaires propose depuis début 2005 deux cycles d'analyses trimestrielles, dans deux domaines spécifiques de la connaissance inter-entreprises, liés aux échanges économiques :

- les défaillances d'entreprises en France, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1<sup>er</sup> janvier 2006
- les retards de paiements en Europe

Pour chacun de ces thèmes, Altaires publie chaque trimestre une synthèse et une analyse des évolutions de tendance ; un bilan semestriel et un bilan annuel viennent compléter chaque cycle d'analyses trimestrielles. Ces analyses sont disponibles sur simple demande aux contacts ci-dessous, et font l'objet d'un envoi par mail, dès parution. Elles sont de plus systématiquement consultables en ligne, sur le site [www.altaires.fr](http://www.altaires.fr) et peuvent être téléchargées au format PDF.

DATE DE PUBLICATION : MARDI 10 JUILLET 2007

**ALTARES**

55 avenue des Champs Pierreux  
Immeuble Le Capitole  
92012 Nanterre  
contact@altaires.fr  
Tél : 01 41 37 51 04 – Fax : 01 41 37 50 01  
[www.altaires.fr](http://www.altaires.fr)  
Responsable des études  
Thierry Millon  
Tél : 04 72 65 15 51

**RELATIONS PRESSE : ACTUAL CONSULTANTS**

Aurélié DELMAET - Françoise LINHART  
agence@actualconsultants.fr  
36 ter avenue Franklin Roosevelt  
77210 Avon Fontainebleau  
Tél : 01 60 70 00 00 – Fax : 01 60 39 02 02  
[www.actualconsultants.fr](http://www.actualconsultants.fr)

NANTERRE, LE MARDI 10 JUILLET 2007

1/3

DÉFAILLANCES ET SAUVEGARDES D'ENTREPRISES : L'ANALYSE SEMESTRIELLE D'ALTARES

**La hausse des défaillances d'entreprises observée depuis l'été 2006 s'est poursuivie sur le premier semestre 2007.**

**24 800 ouvertures de procédures ont été enregistrées, en augmentation de 8 % par rapport à la même période 2006. Sur les 6 premiers mois de l'année, 234 procédures de sauvegarde ont été demandées par des entreprises de taille modeste.**

#### **La hausse des défaillances d'entreprises se poursuit en 2007**

Amorcée l'été dernier, la hausse des défaillances d'entreprises s'est accélérée au 1<sup>er</sup> trimestre 2007 (+12 %) avant de ralentir au 2<sup>e</sup> trimestre (+ 4 %). Sur les 6 premiers mois, 24 800 ouvertures de procédures collectives ont été enregistrées contre un peu plus de 23 000 un an plus tôt, soit une augmentation de 8 %.

La dégradation affecte la plupart des régions et des secteurs à l'exception de l'Agriculture, des Transports et de l'Industrie. Le Bâtiment, l'Industrie agroalimentaire, les Activités financières et la Santé concentrent les évolutions les plus sévères. En rendant désormais le droit des faillites applicable aux personnes physiques exerçant une activité indépendante, y compris une profession libérale, la loi dite de sauvegarde semble peser sur les statistiques. Le nombre de défaillances de personnes exerçant sous forme de profession libérale a pratiquement triplé ce semestre. La tendance est encore plus importante pour celles évoluant dans les métiers de la santé.

Le dynamisme des créations d'entreprises observé depuis 2003 s'accompagne aujourd'hui d'une hausse des défaillances de petites entreprises. La dégradation est de 20 % sur le 2<sup>e</sup> trimestre et 18 % sur le semestre pour la population des entreprises âgées de 3 à 5 ans.

#### **Les petites entreprises plus sensibles à la procédure de sauvegarde.**

Entrée en application le 1<sup>er</sup> janvier 2006, la procédure de sauvegarde, réservée aux entreprises qui ne sont pas encore en état de cessation des paiements, s'installe.

En 2007, 234 procédures de sauvegarde ont été ouvertes sur les 6 premiers mois. C'est 8 % de plus que sur le 1<sup>er</sup> semestre 2006. Les petites structures restent les plus attirées par cette nouvelle procédure, 56 % emploient en effet moins de 10 salariés. Les secteurs des Services aux entreprises et de l'Industrie concentrent chacun 19 % des sauvegardes, devant le Commerce à 17 %. La région Rhône-Alpes se détache et représente 23 % des ouvertures du semestre. Provence-Alpes-Côte d'Azur est en deuxième position avec 12 % des sauvegardes.

→



Decide with Confidence



La mise en application de la loi est encore récente pour en apprécier sa réelle efficacité, néanmoins, l'observation des premières procédures de sauvegardes apporte un éclairage probant. Si le taux de conversion de la sauvegarde en redressement judiciaire, voire liquidation judiciaire, reste sensible, le nombre de plan de sauvegarde est encourageant. En effet, plus de la moitié (56%) des suites de procédures prononcées sur les sauvegardes du 1<sup>er</sup> semestre 2006 sont des plans de sauvegarde. Ce taux est 2 à 3 fois supérieur au taux de transformation généralement constaté des RJ en plans de redressement par continuation. Pour autant, 44% des sauvegardes du 1<sup>er</sup> semestre 2006 ont été converties en RJ ou LJ.

*"Depuis quelques mois, les défaillances s'étaient accélérées dans les sociétés de grande taille, symptôme d'un environnement conjoncturel et concurrentiel délicat à négocier pour les entreprises. Désormais, les sinistres gagnent les jeunes entreprises, effet du fort dynamisme des créations depuis 2003", observe Thierry Millon, Responsable des analyses Altares.*

*"La vulnérabilité des créations récentes est une problématique récurrente généralement intégrée par les dirigeants dans leurs outils de gestion du risque. En revanche, la procédure de sauvegarde, mise en place seulement depuis 2006, peut sembler plus difficile à prévoir, a fortiori si le dirigeant a efficacement anticipé sa possible difficulté. Des indicateurs très prédictifs sont alors nécessaires. Parmi eux, le suivi du comportement de paiement du client. En effet, Altares constate que les entreprises en sauvegarde règlent en moyenne leurs fournisseurs avec 19 jours de retard ; rappelons que le retard moyen constaté en France est de 12,5 jours. Premiers signes de retournement, les retards de paiement doivent donc être étroitement surveillés sous peine de voir son retard client se transformer, au mieux, en créances chirographaires à l'occasion d'une défaillance ou d'une sauvegarde."*

→



Decide with Confidence



## NOTE MÉTHODOLOGIQUE

**Définition de la défaillance :** Sont retenues comme défailtantes les entreprises ayant fait l'objet de l'ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire directe. Ne sont par conséquent pas considérées les suites de procédure, à savoir liquidations judiciaires ou plans de redressement jugés après l'ouverture d'un redressement judiciaire. Ne sont pas davantage retenues les cessations amiables d'activité.

**Définition de la sauvegarde :** Sont retenues les entreprises ayant fait l'objet de l'ouverture d'une procédure de sauvegarde. Ne sont par conséquent pas considérées, les procédures amiables et les ouvertures de redressement judiciaire et liquidation judiciaire.

Les défaillances, comme les sauvegardes, sont comptabilisées à la date du jugement et non à la date de publication de l'information. Sont ici pris en compte les jugements publiés du 1<sup>er</sup> Janvier au 1<sup>er</sup> juillet de chaque année.

**Les sources des procédures de sauvegarde collectées :** ALTARES collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de commerce ou des chambres commerciales des Tribunaux d'Instance ou de Grande Instance.

ALTARES est également licencié du BODACC (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987. Le BODACC publie les annonces légales relatives à la vie d'une entreprise, notamment les avis de procédures de sauvegarde, de redressement et liquidation judiciaires. Les statistiques d'ouverture de procédure de sauvegarde et de défaillances diffusées par ALTARES sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au BODACC.

Renseignement : Thierry Millon - Responsable des Études Altares : 04 72 65 15 51

### A PROPOS D'ALTARES

ALTARES est née du rapprochement de la Base d'Informations Légales BIL et de Dun & Bradstreet France.

Sa vocation, en tant que spécialiste de la connaissance inter-entreprises : fournir des solutions pour accélérer la croissance.

ALTARES répond aux besoins des entreprises sur deux axes majeurs : développement commercial et gestion du risque financier, en France, en Europe comme à l'International.

Membre du 1er réseau international d'informations B to B (le D&B Worldwide Network), ALTARES diffuse en France les solutions créées par le leader mondial D&B.

Les clients d'ALTARES disposent du seul accès global à des données qualifiées sur plus de 100 Millions d'entreprises dans le monde.

Dirigée par Thierry Asmar, ALTARES, Filiale du Groupe FININFO, détient 40 % du marché français ; avec un CA d'environ 50 Millions d'Euros, l'entreprise compte

près de 300 collaborateurs répartis sur 3 sites principaux : Nanterre, Rambouillet et Villeurbanne.

#### ALTARES

55 avenue des Champs Pierreux  
Immeuble Le Capitole  
92012 Nanterre  
contact@altares.fr  
www.altares.fr  
Thierry Asmar  
Tél : 01 41 37 51 04



Decide with Confidence



## **PARTIE 1**

# **LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE**

### **PANORAMA GÉNÉRAL** 7

---

### **STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES** 9

---

#### 1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2007

- 9 Courbe d'évolution des défaillances d'entreprises (Données 12 mois glissants - juin 2000 à juin 2007)
  - Statistiques France globale
  - Défaillances d'entreprises (1<sup>ERS</sup> semestres comparés 2000 à 2007)
  - Statistiques France par tranches d'effectifs
- 10 Statistiques France par secteurs d'activités détaillées
- 11 Statistiques France par âge
  - Statistiques par région
- 12 Carte d'évolution des défaillances d'entreprises par région (comparaison 1<sup>ER</sup> semestre 2007 - 1<sup>ER</sup> semestre 2006)
- 13 Les défaillances de plus de 30 M€ de chiffre d'Affaires

#### 2<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2007

- 14 Statistiques France globale - Défaillances d'entreprises 1<sup>ER</sup> trimestres comparés 2005 à 2007
  - Statistiques France par tranches d'effectifs
  - Statistiques France par secteurs d'activités
- 15 Statistiques France par âge
  - Statistiques par région

## **PARTIE 2**

# **LES PROCÉDURES DE SAUVEGARDE D'ENTREPRISES EN FRANCE**

### **PANORAMA GÉNÉRAL** 17

---

### **STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES** 19

---

- 19 Statistiques France Globale - Ouvertures de sauvegardes 1<sup>ER</sup> semestres comparés 2006 et 2007
  - Statistiques France par tranches d'effectifs
  - Statistiques par âge
- 20 Statistiques France par secteurs d'activités détaillées
- 21 Statistiques France par région
- 22 Carte des ouvertures de sauvegardes par région
- 23 Les sauvegardes de plus de 10 M€ de chiffre d'affaires

## PARTIE 1

# LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE

SYNTHÈSE 1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2007

## PARTIE 1

# LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE

SYNTHÈSE 1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2007

## PANORAMA GÉNÉRAL

---

### **La hausse des défaillances se porte désormais davantage sur les jeunes entreprises de taille modeste, notamment dans les activités du Bâtiment, les Services aux particuliers et les professions de Santé.**

Amorcée l'été dernier, la hausse des défaillances d'entreprises s'est accélérée en 2007. Sur les 6 premiers mois, 24 800 ouvertures de procédures collectives ont été enregistrées contre un peu plus de 23 000 un an plus tôt, soit une augmentation de 8%. En Aquitaine et Bretagne, la dégradation est plus rapide encore.

Les difficultés sont sensibles dans les entreprises de moins de 3 salariés (+ 11%) et celles âgées de 3 à 5 ans (+ 18%). Seuls l'Industrie, le Transport et l'Agriculture résistent.

#### **Les défaillances augmentent dans toutes les régions.**

L'Île-de-France et Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui représentent plus du tiers des défaillances françaises, sont restées mal orientées sur les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trimestres 2007. Sur 6 mois, elles enregistrent des défaillances d'entreprises en augmentation, respectivement de 8% et 11%. La Bretagne est également sur des tendances sévères sur chacun des trimestres. La région termine le semestre à +16%. Après un début d'année très délicat, l'Aquitaine a résisté sur le printemps mais l'évolution sur 6 mois reste lourde à +16%. Notons que dans ces régions, à l'exception de la Bretagne, les défaillances d'entreprises avaient fortement reculé au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2006.

Dans les Pays de la Loire et la Bourgogne, le bon 2<sup>e</sup> trimestre n'a pas permis de rattraper le décevant début d'année. Les défaillances d'entreprises ligériennes et bourguignonnes ont augmenté de 10% sur les 6 premiers mois 2007. La région Centre, également à +10%, est restée mal orientée sur le 2<sup>e</sup> trimestre (+9%).

Champagne-Ardenne (+46%), Franche-Comté (+19%) et Poitou-Charentes (+14%) sont très au-dessus de la moyenne nationale.

Rhône-Alpes a connu un bon 2<sup>e</sup> trimestre (-3%) lui permettant de limiter la hausse du semestre à +3%.

Midi-Pyrénées et Auvergne stabilisent leurs défaillances sur le semestre mais ont enregistré une augmentation de 9% sur le 2<sup>e</sup> trimestre.

En revanche, en Alsace, Basse-Normandie, Corse et Picardie, les défaillances reculent sur le trimestre et le semestre.

#### **Seules l'Industrie hors agroalimentaire et l'Agriculture hors élevage résistent.**

Dans un contexte de hausse sensible des défaillances, l'Industrie présente des indicateurs remarquables, non seulement sur le semestre mais plus encore sur le 2<sup>e</sup> trimestre. À fin mars 2007, les défaillances d'entreprises de l'Industrie des biens de consommation augmentaient encore de 16%, freinant l'ensemble du secteur de l'Industrie dont l'amélioration se limitait alors à un recul des procédures de 1%.

→



Decide with Confidence



Sur le 2<sup>e</sup> trimestre, l'amélioration est générale et concerne l'ensemble<sup>4</sup> des branches du secteur. L'Industrie affiche un recul de 11 % de ses défaillances d'entreprises pendant que l'ensemble des activités est à + 8 %.

Le Transport poursuit une tendance favorable entamée depuis fin 2005. Les défaillances de transporteurs ont reculé de 12 % sur le semestre.

L'Agriculture s'inscrit également sur une tendance favorable sur 6 mois (-6%). L'évolution a été ralentie par le mauvais chiffre de l'élevage où les défaillances ont augmenté de 13 % ce semestre en comparaison du 1<sup>er</sup> semestre 2006.

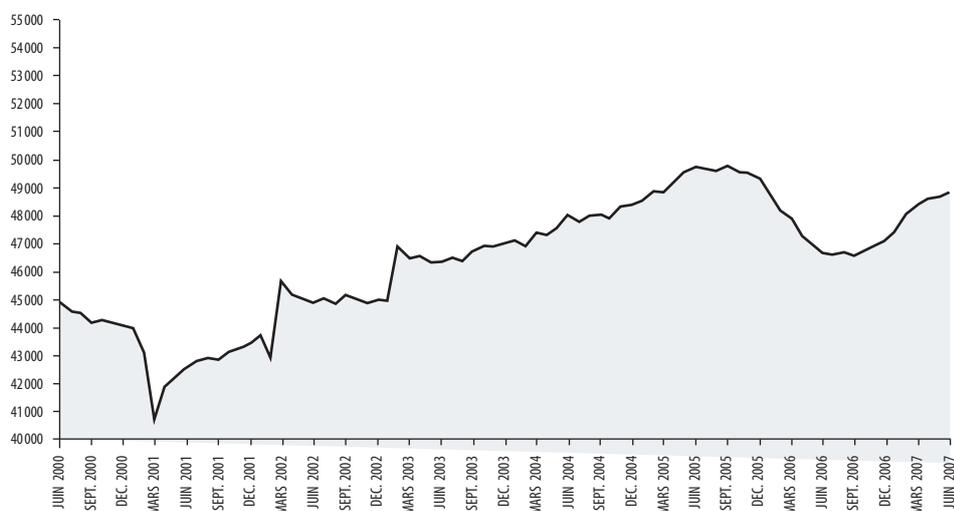
Les autres activités sont en revanche toutes mal orientées. Des évolutions particulièrement fortes sont enregistrées dans l'Agroalimentaire (+ 24%) et le secteur financier (+ 31 %).

Dans le Commerce, la hausse des défaillances est de 6 % sur le semestre. L'augmentation est plus marquée dans le Commerce de détail (+ 9%) que dans le Commerce de gros (+

## STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES - 1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2007

(Situation au 01 juillet de chaque année)

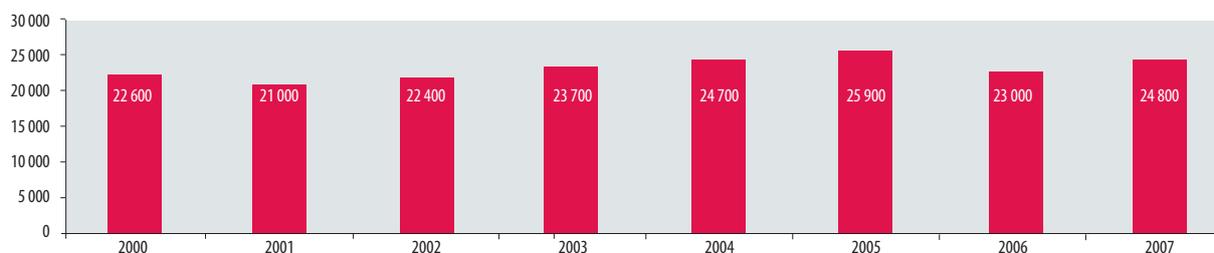
### ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES (Données 12 mois glissants - Juin 2000 à Juin 2007)



### STATISTIQUES FRANCE GLOBALE

1 <sup>er</sup> SEMESTRE	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
France	22 600	21 000	22 400	23 700	24 700	25 900	23 000	24 800
Evolution / N-1	-12%	-7%	7%	6%	4%	5%	-11%	8%

### DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES 1<sup>ers</sup> semestres comparés 2000 à 2007



### STATISTIQUES FRANCE PAR TRANCHES D'EFFECTIFS

EFFECTIFS	1 <sup>er</sup> Semestre 2006	1 <sup>er</sup> Semestre 2007	Évolution Semestre
0 salarié	11 206	12 493	11 %
1 ou 2 salariés	5 978	6 495	9 %
3 à 5 salariés	2 785	2 906	4 %
6 à 9 salariés	1 374	1 345	-2 %
10 à 19 salariés	1 023	1 030	1 %
20 à 49 salariés	496	378	-24 %
50 à 99 salariés	125	101	-19 %
100 à 199 salariés	45	46	2 %
200 salariés et plus	27	18	-33 %

## STATISTIQUES PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS DÉTAILLÉES

ACTIVITÉS	1 <sup>er</sup> Semestre 2006	1 <sup>er</sup> Semestre 2007	Évolution Semestre
<b>AGRICULTURE</b>	<b>758</b>	<b>714</b>	<b>-6%</b>
Chasse Pêche Forêt	135	107	-21%
Culture	450	412	-8%
Élevage	173	195	13%
<b>COMMERCE</b>	<b>5 711</b>	<b>6 059</b>	<b>6%</b>
Commerce et réparation de véhicule	806	817	1%
Commerce de détail	3 096	3 369	9%
Commerce de gros	1 809	1 873	4%
<b>BÂTIMENT</b>	<b>5 348</b>	<b>6 135</b>	<b>15%</b>
<b>INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE</b>	<b>533</b>	<b>663</b>	<b>24%</b>
<b>INDUSTRIE HORS IAA</b>	<b>1 927</b>	<b>1 721</b>	<b>-11%</b>
Industrie des biens de consommation	742	707	-5%
Industrie des biens d'équipement	497	419	-16%
Industrie des biens intermédiaires	639	566	-11%
Autres Industries (minière, automobile, électricité, gaz, eau)	49	29	-41%
<b>TRANSPORT</b>	<b>841</b>	<b>744</b>	<b>-12%</b>
<b>ACTIVITÉS FINANCIÈRES</b>	<b>101</b>	<b>132</b>	<b>31%</b>
<b>SERVICES AUX ENTREPRISES</b>	<b>3 167</b>	<b>3 426</b>	<b>8%</b>
<b>SERVICES AUX PARTICULIERS</b>	<b>3 419</b>	<b>3 724</b>	<b>9%</b>
Café, Hôtels, Restaurants	2 502	2 761	10%
Autres Services aux particuliers	917	963	5%
<b>IMMOBILIER</b>	<b>659</b>	<b>707</b>	<b>7%</b>
<b>AUTRES ACTIVITÉS</b>	<b>595</b>	<b>787</b>	<b>32%</b>
Santé	129	326	153%
Action sociale	51	65	27%
Activités associatives	115	115	0%
Education	197	218	11%
Activités non connues	103	63	-39%

## STATISTIQUES FRANCE PAR ÂGE

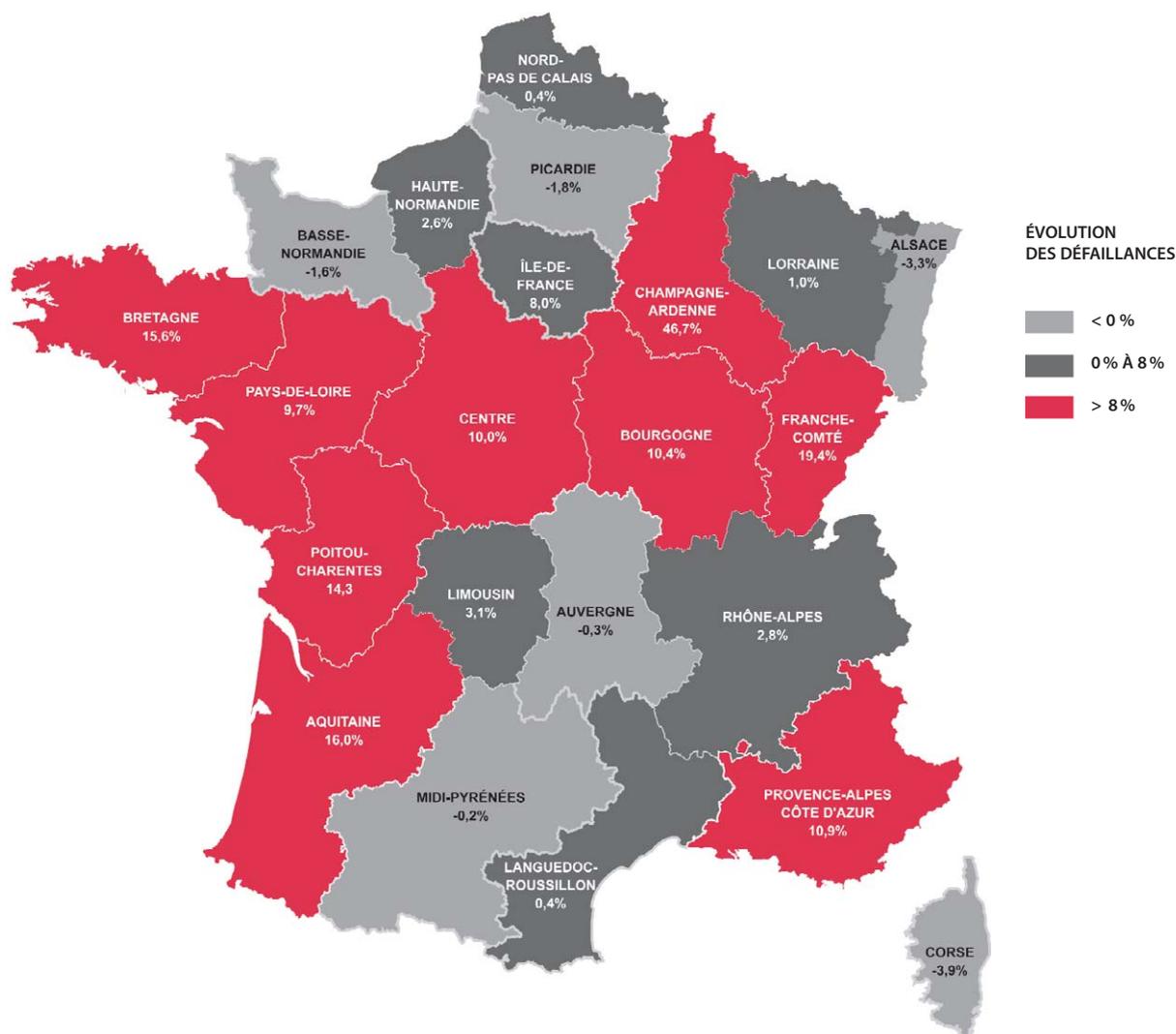
ÂGES	1 <sup>er</sup> Semestre 2006	1 <sup>er</sup> Semestre 2007	Évolution Semestre
moins de 3 ans	5 023	5 147	2%
3 à 5 ans	6 829	8 040	18%
6 à 10 ans	4 924	5 040	2%
11 à 15 ans	2 580	2 575	0%
16 à 50 ans	3 653	3 962	8%
51 ans et plus	50	48	-4%

## STATISTIQUES FRANCE PAR RÉGION

RÉGIONS	1 <sup>er</sup> semestre 2006	1 <sup>er</sup> semestre 2007	Évolution Semestre
Alsace	671	649	-3,3%
Aquitaine	1 138	1 320	16,0%
Auvergne	365	364	-0,3%
Basse-Normandie	386	380	-1,6%
Bourgogne	531	586	10,4%
Bretagne	861	995	15,6%
Centre	772	849	10,0%
Champagne-Ardenne	302	443	46,7%
Corse	127	122	-3,9%
Franche-Comté	376	449	19,4%
Haute-Normandie	461	473	2,6%
Île-de-France	5 348	5 777	8,0%
Languedoc-Roussillon	1 318	1 323	0,4%
Limousin	261	269	3,1%
Lorraine	770	778	1,0%
Midi-Pyrénées	1 010	1 008	-0,2%
Nord-Pas de Calais	1 258	1 263	0,4%
Pays-de-Loire	904	992	9,7%
Picardie	508	499	-1,8%
Poitou-Charentes	523	598	14,3%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 460	2 729	10,9%
Rhône-Alpes	2 354	2 420	2,8%

## CARTE D'ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES PAR RÉGION COMPARAISON 1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2007 / 1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2006

SOURCE:ALTARES



**LES DÉFAILLANCES DE PLUS DE 30 M € DE CHIFFRE D'AFFAIRES**  
**COMPARAISON 1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2007 / 1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2006**

RAISON SOCIALE	DPT	RÉGION	ACTIVITÉ	ANNÉE DE CRÉATION	C.A. EN K €	TRIM. DE LA P.J.	EFFECTIF
LERO	8	Champagne	Commerce de véhicules automobiles	1994	1 077 612	1	7
ROUMY AUTO LOCATION SAS	8	Champagne	Commerce de véhicules automobiles	1988	748 897	1	44
ARLOC	8	Champagne	Location de courte durée de véhicules automobiles	1994	683 409	1	2
M.B. SA	39	Franche-Comté	Commerce de gros d'équipements automobiles	1941	267 908	1	208
ESSENTIAL TRADING	92	Ile-de-France	Commerce de gros d'habillement	2005	244 070	2	NC
NEXIA FROID	92	Ile-de-France	Messagerie, fret express	1961	193 069	1	2 046
ETABLISSEMENTS TOURY SA	63	Auvergne	Fabrication de lait liquide et de produits frais	1973	143 426	2	61
OUTIROR	37	Centre	Commerce de détail non alimentaire sur éventaires	1994	111 704	2	355
MB AUTOMOTIVE FONDERIE VILLERS MONTAGNE	54	Lorraine	Fonderie de métaux légers	2000	97251	1	409
MANZONI BOUCHOT FONDERIE	39	Franche-Comté	Fonderie de métaux légers	1993	93 104	1	476
ETABLISSEMENT SABATIER ET FILS	30	Languedoc-Roussillon	Commerce de gros de composants et d'autres équipements	1973	73 245	2	53
TECNIMAGEN FRANCE	31	Midi-Pyrénées	Commerce de gros de matériel électrique	2003	71 279	1	4
CONSERVES DE PROVENCE	84	Provence-Alpes-Côte d'Azur	Transformation et conservation de légumes	2003	62 852	1	326
SYSTEMAT FRANCE SA	93	Ile-de-France	Commerce de gros d'ordinateurs, d'équipements informatiques	1984	55 720	2	243
SLM	63	Auvergne	Fabrication de lait liquide et de produits frais	1972	54 673	2	48
AXORYS SYSTEMS	57	Lorraine	Ingénierie, études techniques	1977	51 639	2	163
STE INDUSTRIELLE LAITIERE D AUVERGNE ET DE LA MARCHE	23	Limousin	Fabrication de lait liquide et de produits frais	1959	47 902	2	46
VINS DES VIGNOBLES DU SUD	11	Languedoc-Roussillon	Commerce de gros de boissons	1994	46 656	1	17
CIDOU	67	Alsace	Préparation de jus de fruits et légumes	1984	44 644	2	85
STEELTECH	57	Lorraine	Fabrication de machines spécialisées diverses	1986	44 440	1	180
CIDER SANTE	92	Ile-de-France	Agences, conseil en publicité	1978	42 184	2	34
M.B.P.	39	Franche-Comté	Fabrication de pièces techniques en matières plastiques	1990	39 601	1	149
VERNIS SOUDEE	91	Ile-de-France	Fabrication de peintures et vernis	1976	37 329	2	164
CHAUSSON OUTILLAGE	51	Champagne	Fabrication d'outillage mécanique	1988	37 248	1	244
LAITERIE DE LA MONTAGNE S A	63	Auvergne	Fabrication de fromages	1971	36 755	2	47
STECO BATTERIES	45	Centre	Fabrication d'accumulateurs et de piles électrique	2001	36 524	1	199
ROYSOL	89	Bourgogne	Fabrication de panneaux de bois	1997	32 854	1	128
STE LAITIERE DE MAURIAC ET HAUT CANTAL	15	Auvergne	Fabrication de fromages	1985	31 305	2	19
ABATTOIRS DU VALOIS	60	Picardie	Production de viandes de boucherie	1998	30 076	1	62

## STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES - 2<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2007

(Situation au 01 juillet de chaque année)

### STATISTIQUES FRANCE GLOBALE

	2 <sup>ème</sup> Trimestre 2005	2 <sup>ème</sup> Trimestre 2006	2 <sup>ème</sup> Trimestre 2007
Total France	12 200	10 900	11 313
Évolution trimestre N/trimestre N-1	6 %	-11 %	4 %

### STATISTIQUES FRANCE PAR TRANCHES D'EFFECTIFS

EFFECTIFS	2 <sup>ème</sup> Trimestre 2006	2 <sup>ème</sup> Trimestre 2007	Évolution Trimestre
o salarié	5 329	5 779	8 %
1 ou 2 salariés	2 796	2 911	4 %
3 à 5 salariés	1 308	1 294	-1 %
6 à 9 salariés	642	610	-5 %
10 à 19 salariés	490	472	-4 %
20 à 49 salariés	234	173	-26 %
50 à 99 salariés	63	47	-25 %
100 à 199 salariés	23	23	0 %
200 salariés et plus	15	4	-73 %

### STATISTIQUES FRANCE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS

ACTIVITÉS	2 <sup>ème</sup> Trimestre 2006	2 <sup>ème</sup> Trimestre 2007	Evolution Trimestre
AGRICULTURE	317	289	-9 %
COMMERCE	2 727	2 762	1 %
BÂTIMENT	2 490	2 873	15 %
INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE	254	282	11 %
INDUSTRIE HORS IAA	923	774	-16 %
TRANSPORT	370	335	-9 %
ACTIVITÉS FINANCIÈRES	47	54	15 %
SERVICES AUX ENTREPRISES	1 502	1 635	9 %
SERVICES AUX PARTICULIERS	1 600	1 685	5 %
IMMOBILIER	331	314	-5 %
AUTRES ACTIVITÉS	339	310	-9 %

## STATISTIQUES FRANCE PAR ÂGE

ÂGES	2 <sup>ème</sup> Trimestre 2006	2 <sup>ème</sup> Trimestre 2007	Évolution Trimestre
moins de 3 ans	2 511	2 583	3 %
3 à 5 ans	3 119	3 732	20 %
6 à 10 ans	2 251	2 168	-4 %
11 à 15 ans	1 209	1 112	-8 %
16 à 50 ans	1 720	1 696	-1 %
51 ans et plus	23	22	-4 %

## STATISTIQUES FRANCE PAR RÉGION

RÉGIONS	2 <sup>ème</sup> Trimestre 2006	2 <sup>ème</sup> Trimestre 2007	Évolution Trimestre
Alsace	314	276	-12 %
Aquitaine	594	585	-1,5 %
Auvergne	164	179	9,1 %
Basse-Normandie	177	150	-15,3 %
Bourgogne	252	249	-1,2 %
Bretagne	393	447	13,7 %
Centre	350	381	8,9 %
Champagne-Ardenne	143	197	37,8 %
Corse	65	56	-13,8 %
Franche-Comté	178	197	10,7 %
Haute-Normandie	211	219	3,8 %
Île-de-France	2 594	2 756	6,2 %
Languedoc-Roussillon	587	606	3,2 %
Limousin	117	132	12,8 %
Lorraine	373	337	-9,7 %
Midi-Pyrénées	429	470	9,6 %
Nord-Pas de Calais	585	572	-2,2 %
Pays-de-Loire	450	424	-5,8 %
Picardie	234	217	-7,3 %
Poitou-Charentes	240	269	12,1 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 151	1 290	12,1 %
Rhône-Alpes	1 129	1 092	-3,3 %

## PARTIE 2

# LES PROCÉDURES DE SAUVEGARDE D'ENTREPRISES EN FRANCE

SYNTHÈSE 1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2007

## PARTIE 2

# LES SAUVEGARDES D'ENTREPRISES EN FRANCE

SYNTHÈSE 1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2007

## PANORAMA GÉNÉRAL

---

**Les demandes de sauvegarde progressent depuis la mise en place de cette nouvelle procédure début 2006. Sur le premier semestre 2007, celle-ci est majoritairement utilisée par les petites entreprises âgées de moins de 10 ans.**

Entrée en application le 1<sup>er</sup> janvier 2006, la loi de Sauvegarde est destinée à prévenir les difficultés de l'entreprise. Elle introduit notamment une nouvelle procédure judiciaire dite "de sauvegarde". Celle-ci est réservée aux entreprises qui ne sont pas encore en état de cessation des paiements mais qui rencontrent des difficultés susceptibles de les y conduire.

Sur les 6 premiers mois de 2007, 234 procédures de sauvegarde ont été ouvertes contre 217 sur les 6 premiers mois 2006.

### Plus de la moitié des entreprises sous sauvegarde compte moins de 10 salariés.

Les SARL représentent la moitié des cas de sauvegarde (115) contre 33% pour les autres sociétés à capitaux et 9% pour les entreprises en nom propre. 56% des entreprises ayant opté pour la procédure de sauvegarde salarient moins de 10 personnes. Cela se traduit par des chiffres d'affaires peu élevés : 52% des sociétés réalisent moins de 500 K€ de CA et 65% moins de 1 000 K€. Quelques sociétés sont néanmoins de grande taille, 8% développent plus de 10 000 K€ de chiffre d'affaires ; ces entreprises sont en moyenne âgées de 13 ans.

### Des sauvegardes désormais aussi nombreuses dans les Services aux entreprises que dans l'Industrie.

Sur le 1<sup>er</sup> semestre 2006, l'Industrie portait le quart des procédures de sauvegarde. Sur les 6 premiers mois 2007, ce taux est ramené à moins de 20%, à égalité avec les Services aux entreprises. L'amélioration observée sur le front des défaillances industrielles l'est également sur les ouvertures des sauvegardes. Si celles-ci augmentent de 48% dans les Services aux entreprises (46 sauvegardes), elles diminuent de 15% dans l'Industrie (45 sauvegardes).

Le Commerce est le deuxième secteur le plus concerné avec 17% de procédures et 40 sauvegardes. Plus de la moitié d'entre elles sont concentrées dans la vente de détail (22 cas).

Au 3<sup>e</sup> rang, les Services aux particuliers dont les ouvertures de sauvegarde augmentent de 7% ce semestre en comparaison au même semestre 2006 ; 8 sur 10 sont concentrées dans les activités de Cafés-hôtels-restaurants (+ 14%).

C'est dans le Bâtiment que la progression des demandes de sauvegarde est la plus forte. Elles ont quasiment doublé sur les 6 premiers mois 2007 (24 contre 13).

## Le quart des sauvegardes en Rhône-Alpes.

Rhône-Alpes et PACA étaient les deux régions les plus sensibles à la sauvegarde sur le 1<sup>er</sup> semestre 2006. Cette année, Rhône-Alpes se détache et représente le quart des jugements : 53 demandes ont été faites dans cette région sur les 6 premiers mois 2007. C'est 47% de plus qu'un an plus tôt. Le Tribunal de Lyon (Rhône) arrive naturellement en tête devant Grenoble (Isère). La position de Lyon tient notamment à l'ouverture de sauvegardes de sociétés de 2 groupes représentant à elles seules les 2/3 des procédures du semestre.

En PACA, les demandes de sauvegarde, 29 au 1<sup>er</sup> semestre 2007, ont baissé de 17%. Plus de 41% sont concentrées sur le département des Alpes-Maritimes.

L'Île-de-France est en troisième position avec 22 procédures, soit 83% de plus qu'un an plus tôt.

La Basse et la Haute-Normandie suivent le trio de tête avec respectivement 17 et 14 sauvegardes ouvertes ce semestre. La Haute-Normandie n'avait enregistré qu'une seule sauvegarde sur les 6 premiers mois de 2006. La forte progression 2007 tient à l'ouverture de procédures de sociétés de 2 groupes qui représentent plus de la moitié des sauvegardes du semestre. Midi-Pyrénées et Bretagne dépassent également les 10 sauvegardes sur 6 mois ; 11 jugements ont été prononcés en Bretagne (- 15%), et 12 en Midi-Pyrénées (+ 140%). Dans cette dernière, la moitié des sauvegardes porte sur des sociétés de 2 groupes.

Les autres régions sont en dessous de 10 sauvegardes sur le semestre. Parmi elles, l'Aquitaine et la Lorraine qui comptaient respectivement 17 et 15 cas un an plus tôt.

## Plus d'une sauvegarde du 1<sup>er</sup> semestre 2006 sur deux (56%) est sortie de sa période d'observation en ayant pu obtenir un plan de sauvegarde.

Au 30 juin 2006, 217 ouvertures de sauvegarde avaient été publiées. Un an plus tard, 142 sont sorties de leur période d'observation. Les 75 autres sont toujours en période d'observation et donc susceptibles de pouvoir mettre en place un plan de sauvegarde. En effet, les sauvegardes du 1<sup>er</sup> semestre 2006 converties en redressement et/ou en liquidation judiciaire l'ont été, en moyenne, dans les quatre mois suivant l'ouverture de la sauvegarde.

Sur les 142 ouvertures de sauvegarde sorties de leur période d'observation, 80 d'entre elles, soit 56%, ont été au bout de la procédure et ont obtenu un plan de sauvegarde. En revanche, les 62 autres, soit 44%, ont été rejugées en RJ et/ou LJ.

Des difficultés financières trop fortes, voire la constatation d'un état de cessation des paiements préexistant, n'ont pas permis à ces entreprises de pouvoir rebondir dans la cadre de la procédure de sauvegarde. En effet, la procédure de sauvegarde se caractérise par son objectif de prévention et ne permet donc pas aux entreprises en cessation de paiement d'en demander l'ouverture.

## STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES - 1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2007

(Situation au 01 juillet de chaque année)

### STATISTIQUES FRANCE GLOBALE

	1 <sup>er</sup> Semestre 2006	1 <sup>er</sup> Semestre 2007	Evolution Semestre
Total France	217	234	8 %

### STATISTIQUES FRANCE PAR TRANCHES D'EFFECTIFS

EFFECTIFS	1 <sup>er</sup> semestre 2006	1 <sup>er</sup> semestre 2007	Evolution Semestre
0 salarié	31	33	6 %
1 ou 2 salariés	42	47	12 %
3 à 5 salariés	28	26	-7 %
6 à 9 salariés	23	26	13 %
10 à 19 salariés	36	38	6 %
20 à 49 salariés	30	38	27 %
50 à 99 salariés	13	12	-8 %
100 salariés et plus	5	6	20 %
200 salariés et plus	9	8	-11 %

### STATISTIQUES FRANCE PAR ÂGE

ACTIVITÉS	1 <sup>er</sup> Semestre 2006	1 <sup>er</sup> Semestre 2007	Evolution Semestre
moins de 3 ans	18	29	61 %
3 à 5 ans	43	56	30 %
6 à 10 ans	48	39	-19 %
11 à 15 ans	30	41	37 %
16 à 50 ans	76	66	-13 %
51 et plus	2	3	50 %

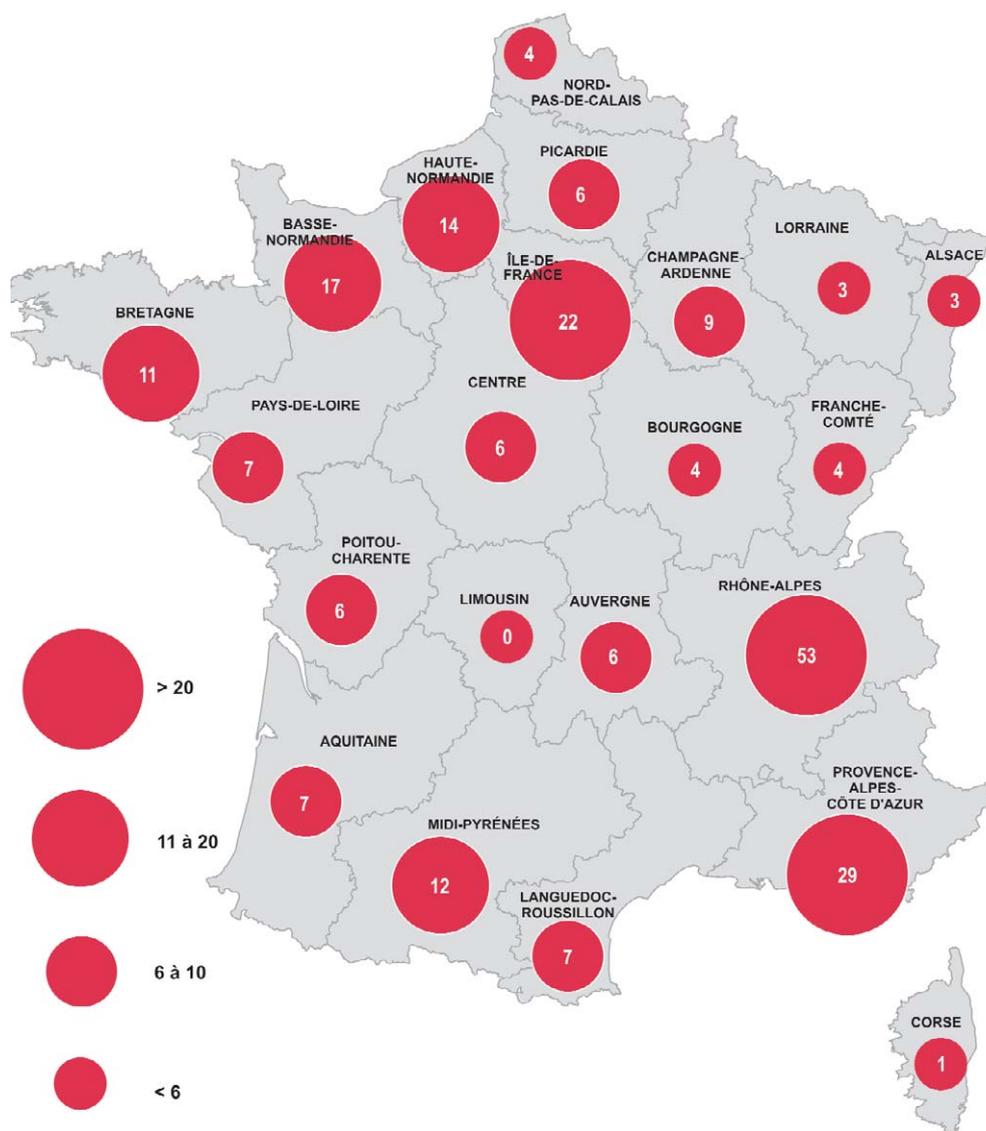
## STATISTIQUES PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS DÉTAILLÉES

ACTIVITÉS	1 <sup>er</sup> Semestre 2006	1 <sup>er</sup> Semestre 2007	Évolution Semestre
<b>AGRICULTURE</b>	<b>7</b>	<b>9</b>	<b>29 %</b>
Chasse Pêche Forêt	1	0	-100 %
Culture	4	4	0 %
Élevage	2	5	150 %
<b>COMMERCE</b>	<b>49</b>	<b>40</b>	<b>-18 %</b>
Commerce et réparation de véhicule	9	2	-78 %
Commerce de détail	24	22	-8 %
Commerce de gros	16	16	0 %
<b>BÂTIMENT</b>	<b>13</b>	<b>24</b>	<b>85 %</b>
<b>INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE</b>	<b>10</b>	<b>13</b>	<b>30 %</b>
<b>INDUSTRIE HORS IAA</b>	<b>53</b>	<b>45</b>	<b>-15 %</b>
Industrie des biens de consommation	18	13	-28 %
Industrie des biens d'équipement	9	12	33 %
Industrie des biens intermédiaires	24	19	-21 %
Autres Industries (minière, automobile, électricité, gaz, eau)	2	1	-50 %
<b>TRANSPORT</b>	<b>10</b>	<b>5</b>	<b>-50 %</b>
<b>ACTIVITÉS FINANCIÈRES</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>50 %</b>
<b>SERVICES AUX ENTREPRISES</b>	<b>31</b>	<b>46</b>	<b>48 %</b>
<b>SERVICES AUX PARTICULIERS</b>	<b>27</b>	<b>29</b>	<b>7 %</b>
Café, Hôtels, Restaurants	21	24	14 %
Autres Services aux particuliers	6	5	-17 %
<b>IMMOBILIER</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>0 %</b>
<b>AUTRES ACTIVITÉS</b>	<b>11</b>	<b>16</b>	<b>45 %</b>
Santé	4	4	0 %
Action sociale	2	5	150 %
Activités associatives	3	5	67 %
Education	2	2	0 %

## STATISTIQUES FRANCE PAR RÉGION

RÉGIONS	1 <sup>er</sup> Semestre 2006	1 <sup>er</sup> Semestre 2007	Évolution Semestre
Alsace	7	3	-57%
Aquitaine	17	7	-59%
Auvergne	4	6	50%
Basse-Normandie	10	17	70%
Bourgogne	4	4	0%
Bretagne	13	11	-15%
Centre	12	6	-50%
Champagne-Ardenne	1	9	800%
Corse	1	1	0%
Franche-Comté	6	4	-33%
Haute-Normandie	1	14	1300%
Île-de-France	12	22	83%
Languedoc-Roussillon	5	7	40%
Limousin	3	0	-100%
Lorraine	15	3	-80%
Midi-Pyrénées	5	12	140%
Nord-Pas de Calais	9	4	-56%
Pays-de-Loire	9	7	-22%
Picardie	3	6	100%
Poitou-Charentes	7	6	-14%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	35	29	-17%
Rhône-Alpes	36	53	47%

## OUVERTURES DE SAUVEGARDES PAR RÉGION COMPARAISON 1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2007 / 1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2006



**LES SAUVEGARDES DE PLUS DE 10 M € DE CHIFFRE D'AFFAIRES**  
**COMPARAISON 1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2007 / 1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2006**

RAISON SOCIALE	DPT	RÉGION	ACTIVITÉ	ANNÉE DE CRÉATION	C.A. EN K €	TRIM. DE LA P.J.	EFFECTIF
SMOBY	39	Franche-Comté	Fabrication de jeux et jouets	1960	130 283	1	464
SERPIE	94	Ile-de-France	Vente par correspondance spécialisée	1982	124 799	2	216
GRUPE BERCHET	01	Rhône-Alpes	Fabrication de jeux et jouets	1995	104 313	1	516
CARLIER PRODUCTION	02	Picardie	Elevage de volailles	1996	75 159	2	302
MAJORETTE SOLIDO	01	Rhône-Alpes	Fabrication de jeux et jouets	1993	50 685	1	186
TEMEX	06	Provence-Alpes-Côte d'Azur	Fabrication de composants électroniques actifs	1991	46 049	1	333
LAPARRE & FILS SAS	47	Aquitaine	Transformation et conservation de fruits	1956	42 476	2	118
CIDER SANTE	92	Ile-de-France	Agences, conseil en publicité	1978	42 184	1	34
SOPRODIS	38	Rhône-Alpes	Commerce de détail de carburants	2002	34 197	1	7
ETABLISSEMENTS ECOIFFIER ALBERT ET FILS	01	Rhône-Alpes	Fabrication de jeux et jouets	1973	30 788	1	48
VIANDES DES BASTIDES	47	Aquitaine	Production de viandes de boucherie	2002	26 007	2	17
FONLUPT	07	Rhône-Alpes	Autres commerces de gros spécialisés	1969	16 924	1	43
ASKELL PROMOTION	75	Ile-de-France	Agences, conseil en publicité	1988	15 750	1	326
WEBRASKA MOBILE TECHNOLOGIES	78	Ile-de-France	Autres activités de réalisation de logiciels	1998	15 478	1	47
AGRIANDRE	27	Haute-Normandie	Chaudronnerie-tuyauterie	1967	14 472	1	44
PAPETERIE DU POITOU	86	Poitou-Charentes	Fabrication de papier et de carton	1957	13 279	1	76
LES VIANDES CHERBOURGEOISES	50	Basse-Normandie	Production de viandes de boucherie	1995	12 324	2	41
FONDERIE SERERO INDUSTRIES	70	Franche-Comté	Fonderie de métaux légers	2002	11 811	2	174
BOTTIN	92	Ile-de-France	Edition de journaux	1992	10 321	1	146